



Travailleurs d'ici ou d'ailleurs, un même combat contre le patronat !

Jeudi dernier, le RN a pour la première fois remporté un vote à l'Assemblée nationale : une motion appelant à « dénoncer » l'accord migratoire franco-algérien de 1968. Il a été un moment supplémentaire pour le RN de décharger sa bile raciste et de faire sa petite cuisine en décrochant des votes de la droite.

De quoi traite cet accord ?

Depuis 1968, l'accord en question a été modifié par l'État français à trois reprises. Quelques dispositions avantagent un peu les Algériens par rapport aux autres immigrés, comme la réduction de six mois du délai pour demander le regroupement familial. Mais les autres les handicapent : la régularisation par le travail ou pour motif humanitaire ne s'appliquent pas à eux ; les étudiants diplômés en France peuvent plus difficilement rester pour travailler.

Beaucoup de bruit raciste...

Depuis que les mobilisations « Bloquons tout » et les grèves de septembre n'occupent plus les médias, la boue raciste ressurgit. Ils montent en épingle le moindre fait divers dans lequel des étrangers sont mêlés. S'agit-il de faire diversion ? En partie oui : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, bloquent les salaires, ou cassent les services publics, mais les capitalistes et le gouvernement. Cette démagogie vise également à nous affaiblir. En créant un climat de défiance

entre nous, le racisme veut nous empêcher de faire bloc face à nos employeurs, de défendre nos conditions de vie.

Le RN n'en a d'ailleurs pas le monopole. La droite et le gouvernement mènent depuis deux ans une vraie campagne contre les Algériens. Ils dénoncent hypocritement la dictature des généraux, alors que l'État français s'est bien gardé d'aider le peuple algérien à s'en débarrasser lors du mouvement de révolte du « Hirak », et visent en fait tous ceux qui parmi nous, en France, ont des racines de l'autre côté de la Méditerranée.



... pour couvrir le bulldozer des attaques antisociales

En retour, le RN rivalise avec Lecornu sur les manières de nous faire les poches. Le 23 octobre, il présentait devant un parterre de patrons son « contre-budget ». Loin de combattre les coupes budgétaires, il veut raboter 36 milliards d'euros de plus. Ses cibles sont les pauvres, les étrangers et la protection de l'environnement. Mais se passer d'autant d'argent public retombera fatalement sur toute la population laborieuse. Surtout qu'à l'inverse, il refuse de toucher

aux 270 milliards d'aides aux capitalistes. Ses députés multiplient les votes contre tout ce qui va un tant soit peu dans ce sens !

Seulement, rien ne fonctionne sans nous dans cette société. C'est d'ailleurs par le mot d'ordre « Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! » que la Marche des solidarités va mobiliser le 18 décembre prochain pour la journée de solidarité internationale des migrants. Derrière ce slogan, il y a toute la réalité des travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploités, opprimés dans les ateliers, les métiers de service et les chantiers que le patronat presse jusqu'à la mort parfois, mais qu'il utilise aussi pour mettre la pression sur l'emploi et les salaires sur l'ensemble du monde du travail. C'est cette logique qu'il faut briser en nous joignant massivement à la mobilisation du 18 décembre, comme vont déjà le faire les travailleurs et travailleuses du social en appelant à la grève. Si nous faisons bloc, les patrons, les riches et le gouvernement à leur service ne pourront rien nous imposer. N'en déplaise à ceux qui, à gauche, prétendaient qu'avec la fin du 49.3, ils pourraient nous défendre à l'Assemblée – avec le résultat qu'on voit –, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de prendre nos affaires en main. En commençant par nous unir, quelles que soient nos différences.



Gare de l'Est : un incident révélateur d'un système défaillant

Il y a deux semaines, un train du RER E a accroché un TGV à l'arrêt en gare de l'Est. Aucun blessé, seulement des dégâts matériels. Un simple incident. Pourtant, il illustre les failles d'un réseau ferroviaire fragilisé par des décennies de négligence.

L'appareil de voie en cause présente un défaut depuis les années 1990, jamais corrigé faute de moyens ou de volonté des dirigeants. Ce cas n'est pas isolé : partout, l'entretien est différé, les équipements vieillissent, et la sécurité recule devant la logique comptable. Combien d'autres bombes à retardement dorment encore sous nos rails ?

Droit de grève au TGV : le pavé dans la marre !

Le TGV n'est pas un service public. C'est Farandou qui l'a dit. Qu'à cela ne tienne ! Le syndicat sudrail a pris au mot notre ancien président et a contacté l'inspection du travail, pour savoir si du coup la loi sur le service minimum garanti en cas de grève s'appliquait aux agents du TGV.

La réponse de l'inspection fut nette : en effet, le TGV assure un "Service librement organisé", qui n'est pas la même chose que le service public. Exit les DII 48h à l'avance, exit le préavis de grève ? A l'heure où l'on écrit la direction de SNCF Voyageurs cherche toujours comment réagir.

Militer n'est pas un crime

Nous étions plusieurs centaines rassemblés mardi matin en

soutien à notre camarade Fabien Villedieu, convoqué par la justice suite à une action au ministère de l'économie le 18 septembre, dans le cadre de la grève nationale contre le budget et les offensives du patronat. En s'attaquant à un militant, c'est nous tous que le gouvernement espère effrayer.

Vidéo de soutien de Selma Labib !



Numéro 44

Révolutionnaires un journal par et pour les travailleurs !

Massacre à Rio de Janeiro : l'État assassin en action

Sous prétexte de « lutter contre le crime organisé » et de se positionner en vue des élections, le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro a lancé une offensive policière dans les favelas mardi

28 octobre. Au bilan, plus de 80 personnes arrêtées sans aucune preuve de crime et plus de 130 morts, faisant de Rio le troisième État du pays en termes de meurtres commis par la police. La soi-disant « guerre contre la drogue » est en réalité une guerre contre les pauvres, un instrument du racisme structurel qui assassine les populations noires, pauvres, qui vivent dans les favelas.

Maroc : après les manifestations, la répression

Après les importantes manifestations de la jeunesse marocaine organisées par le collectif GenZ 212 contre la corruption, le sous-développement et la décrépitude des services publics de l'éducation et de la santé, la justice royale se venge. Elle a décidé de poursuivre près de 2 500 personnes, dont certaines pour « rébellion en réunion », « outrage et violence envers des forces de l'ordre » ou encore « incitation à commettre des crimes et participation à des rassemblements armés ». Sur ce nombre 1 400 ont été placées en détention et 411 déjà condamnées, dont 76 mineures. Parmi elles, 61 ont écopé de peines allant d'un à quinze ans de prison ferme. De son côté, l'Association marocaine de droits humains a dénoncé la rédaction par la police de procès verbaux sous la contrainte. Ce qui, venant de ce régime, n'est pas étonnant. Solidarité avec la jeunesse marocaine et tous les condamnés et emprisonnés !